

COMMUNIQUE DE PRESSE**Spécial « Croissance économique au Maroc : Indicateurs et éléments de stratégie »**

Le Centre Marocain de Conjoncture a le plaisir de vous annoncer la parution de sa dernière publication mensuelle « Maroc Conjoncture » n° 319. Il s'agit d'un spécial portant sur la croissance économique au Maroc : Indicateurs et éléments de stratégie, dont voici les principaux axes :

Le Maroc et le Brexit : Entre précaution et anticipation

À l'ombre fantomatique du Brexit, le Maroc a estimé judicieux de contracter un accord de partenariat avec la Grande-Bretagne pour mieux garantir la continuité de ses relations bilatérales et sauvegarder la régularité des flux de ses échanges avec cette entité. Il est question, essentiellement, dans cette entente, de protéger les exportations marocaines d'un surplus d'imposition de droits de douane, dans le cas où le Royaume-Uni venait à quitter l'Union européenne. Une vision stratégique qui trouve son prolongement dans la préservation des intérêts de politique étrangère auprès des membres permanents du Conseil de sécurité. Une précaution par laquelle le Maroc souhaite prévenir les retombées négatives qui pourraient découler de cette volonté britannique visant à faire revivre son projet identitaire dans une réhabilitation de son unité et qui, selon certains de ses leaders, se diluait progressivement dans une Europe lacérée par ses dissemblances.

Confiance des Ménages : Le trend est baissier

Les données économiques sont la matière première de toute évaluation de la conjoncture. Elles doivent refléter la situation économique de façon complète et fiable. Leur publication devrait donc être aussi rapide et fréquente que possible. Les indicateurs avancés usuels sont issues des données d'enquête dont les données sont faciles à récolter et à compiler. Depuis le premier trimestre de l'année 2018 l'indice de confiance des ménages élaboré par le Haut-Commissariat au Plan s'est installé sur une trajectoire baissière. Toutes les composantes de cet indicateur ont contribué à cette orientation.

Mesure de la Croissance : Le Produit Intérieur Brut : Serait-il sous-estimé ?

Les statistiques en tant que composante centrale de tout dispositif d'informations constituent les outils et les fondements de base nécessaires à toute action stratégique et la clé de voûte des prises de décision en matière de politiques économiques, sociales et environnementales. Leur production et leur dissémination ont connu au fil du temps une importante expansion, plus particulièrement depuis le début de ce millénaire, et ce grâce à l'envolée et au dynamisme des nouvelles technologies qui ont amélioré en si peu de temps et d'une manière inattendue le traitement, le stockage et le transport de l'information.

Climat des Affaires au Maroc : Deux études aux résultats contradictoires

Deux rapports récents ont présenté des résultats contradictoires au sujet de l'environnement des affaires au Maroc. Le rapport Doing business fait état d'une amélioration de 7 places du classement du Maroc, alors les résultats de l'enquête du HCP sur les entreprises dressent un tableau plutôt sombre. Cette dichotomie interpelle sur l'extrême importance des méthodologies dans la validité des résultats des études et statistiques et sur la nécessaire prudence dans l'interprétation des résultats et leurs mise à profit pour la conduite des politiques publiques.

Inflation et Croissance Économique : Haro sur des taux anormalement bas

À défaut d'un meilleur indicateur, l'inflation est approchée par l'indice des prix à la consommation (IPC) qui ne fait pas l'unanimité quant à son aptitude à exprimer la réalité de la perte de pouvoir d'achat de la monnaie. En effet, l'impact de la dépréciation de la valeur des unités monétaires ne se traduit pas exclusivement par la baisse du pouvoir d'achat des ménages mais touche toutes les catégories d'agents et partant, couvre l'économie nationale dans sa globalité. L'IPC n'est à considérer que comme un indicateur partiel de la variation des prix à la consommation et ne saurait, en conséquence, rendre compte de manière satisfaisante du phénomène inflationniste tel que ressenti par la population. Par ailleurs, l'expérience du Maroc en matière de maîtrise de l'inflation témoigne de la faible causalité entre la maîtrise de l'inflation et la croissance économique. Les mesures prises par Bank Al Maghrib (BAM), pendant et au lendemain du PAS, ont, certes, contribué à éponger la surliquidité et à assurer des équilibres macroéconomiques relatifs mais n'ont guère soutenu la mise de l'économie nationale sur les rails du développement durable.

Zones d'Accélération Industrielle : Quelle stratégie face à l'érosion des avantages fiscaux ?

Les nouvelles dispositions fiscales du budget 2020 font une place de choix aux zones franches d'exportation rebaptisées, à l'occasion, zones d'accélération industrielle. Se conformant aux engagements pris vis-à-vis des partenaires de l'UE, ces nouvelles dispositions concernent les avantages fiscaux accordés aux entreprises opérant dans les zones franches d'exportation et intéressent plus particulièrement les prélèvements opérés au titre de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu. Même si elles demeurent encore relativement limitées, les modifications apportées au régime fiscal des zones franches d'exportations n'en laissent pas moins transparaître un changement profond d'orientation dans la stratégie industrielle appliquée jusqu'alors. Sachant que le succès des zones d'accélération industrielle tient moins aux avantages nominaux de la fiscalité qu'aux facteurs de productivité développés par la destination, les modifications apportées au régime fiscal seront d'un faible impact sur l'attractivité des investissements sur le moyen-long terme.

Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter le CMC au 05 22 39 50 72 à 75 Email: cmconjoncture@menara.ma – Site web:www.cmconjoncture.ma